

# Primaires, la révolution inachevée

LE MONDE | 07.10.2013 à 09h25 | Par Rémi Lefebvre (Professeur de science politique à l'université Lille-II et chercheur au Ceraps)

**Le système des primaires a longtemps été jugé impensable et inassimilable en France, contraire à sa [culture politique](#) et à l'"esprit" des institutions de la V<sup>e</sup> République, mais aussi attentatoire aux prérogatives des partis politiques. Ce principe s'institutionnalise pourtant peu à peu dans la vie politique française.**

A la suite du PS, l'[UMP](#) a adopté statutairement en juin le principe des primaires (article 34 des statuts) dans une quasi-indifférence. Cette adoption est pourtant lourde de conséquences : elle transforme en profondeur les règles du jeu de la compétition à droite et dévalue en apparence les ressources liées à la maîtrise de l'appareil partisan.

Présentées unanimement comme un succès "démocratique", les primaires socialistes de 2011 ont créé un précédent. Pari risqué sur le plan logistique et politique, ce [mode](#) de désignation a démontré une incontestable efficacité électorale. Si elles ont consacré la présidentialisation du PS et la fin du modèle historique du parti militant, les primaires ont permis de [fabriquer](#) un candidat incontesté, de [trancher](#) le problème du leadership et de [solder](#) la crise consécutive au congrès tragique de Reims de 2008.

## IMAGE D'OUVERTURE ET DE "RÉNOVATION"

Le PS, replié depuis 2002 sur ses luttes internes, a donné une image d'ouverture et de "rénovation" d'autant plus forte que les vaincus se sont rangés derrière le candidat désigné.

En dépit d'une faible participation des milieux populaires, la très forte mobilisation (près de trois millions de sympathisants) a produit une dynamique pré-électorale qui a constitué une solide rampe de lancement pour [François Hollande](#). Le PS est parvenu à [mobiliser](#) plusieurs mois avant l'élection autour de 30 % de son électorat de référence.

Le candidat socialiste aurait-il vaincu [Nicolas Sarkozy](#) sans cette première phase de campagne ? Il est difficile de le déterminer mais sa victoire a de fait validé et conforté a posteriori la pertinence du choix des primaires ouvertes. De culture parlementaire, le PS a entériné sa présidentialisation lors du congrès de Toulouse d'octobre 2012 où la décision a été prise de [caler](#) le rythme des congrès sur l'échéance présidentielle. Les statuts stipulent (article 3.21) que le congrès se réunit désormais deux fois, avant et après la présidentielle.

## LA DROITE GAULLISTE PIONNIÈRE

L'instrument des primaires est attractif dans un système d'alternances électorales répétées qui fait de la question du leadership un enjeu central pour le parti à vocation majoritaire entré dans l'opposition (la participation d'un président sortant aux primaires apparaît improbable). Avec le quinquennat et l'inversion du calendrier électoral, les luttes partisans internes se structurent très fortement autour de la conquête du trophée présidentiel. La tentation était donc grande pour l'UMP d'[adopter](#) une procédure qui propose un outil de régulation et d'arbitrage de la compétition partisane qui a fait ses preuves au PS.

Le ralliement des dirigeants de l'UMP aux primaires ouvertes n'obéit cependant pas qu'à une logique mimétique. Il a des ressorts propres. Il faut d'abord [rappeler](#) que la droite gaulliste a été pionnière dans la mise sur l'agenda politique des primaires. Les primaires apparaissent à la fin des années 1980 comme un mécanisme d'arbitrage possible entre le RPR et l'UDF après les deux défaites de 1981 et 1988. Charles Pasqua prend en 1989 la tête d'une association "pour les primaires à la française". Les résistances sont néanmoins très fortes. Le projet avorte.

Depuis les années 1990, Jacques Chirac puis Nicolas Sarkozy ont cherché, non sans difficultés, à [faire](#) de la maîtrise du parti un levier essentiel de la sélection présidentielle. A [partir](#) de 2002, la conquête de l'UMP est centrale dans la stratégie de Nicolas Sarkozy qui, devenu son président en 2004, impose peu à peu "*le principe d'un règlement partisan de la candidature présidentielle*" (pour [reprendre](#) les termes de la politiste Florence Haegel).

## **LEADERSHIP PARTISAN ET PRÉSIDENTIABILITÉ SONT COUPLÉS**

Au terme d'âpres négociations, l'UMP décide en décembre 2005 qu'elle ne soutiendra officiellement qu'un seul candidat et qu'il sera désigné par les militants. Cette règle marque une rupture dans la mesure où la désignation par les militants du candidat était conçue jusque-là comme une entorse à la définition gaullienne (non partisane) de l'élection présidentielle.

Pour [asseoir](#) sa domination, Nicolas Sarkozy lance alors une campagne de recrutement inédite qui élargit considérablement la base militante (340 000 adhérents en janvier 2007). Les sondages montrent que les nouveaux adhérents s'engagent d'abord pour [soutenir](#) Nicolas Sarkozy, qui est désigné en janvier 2007 par les militants (il est l'unique candidat). En 2007 à l'UMP, à l'inverse du PS, leadership partisan et présidentiabilité apparaissent couplés. Le président de l'UMP est le candidat "naturel" à l'élection présidentielle.

C'est en vertu de ce principe que Jean-François Copé et François Fillon se livrent une bataille acharnée pour la conquête du parti après la défaite de 2012. L'adoption des primaires ouvertes, validée par les adhérents de l'UMP en juin dernier à 92 %, est le résultat d'un compromis qui solde la crise ouverte par l'élection controversée de Jean-François Copé en novembre 2012. Les fraudes attestées lors du vote ont délégitimé le principe d'une désignation interne pour le futur candidat. De la même manière, les irrégularités lors des votes internes au congrès PS de Reims ont précipité l'adoption des primaires, comme un aveu d'impuissance.

Mais, surtout, François Fillon a fait de l'adoption de la primaire ouverte la principale condition d'une pacification du parti. L'ex-premier ministre renonce à [exiger](#) une nouvelle élection pour la présidence du parti mais pense [avoir](#) démonétisé cette fonction.

## SÉDUIRE LE "PEUPLE DE DROITE"

Dès lors que les adhérents perdent le monopole de la désignation, son pari est que la maîtrise de l'appareil cesse d'être une ressource primordiale. Les candidats doivent désormais [chercher](#) à séduire le "peuple de droite" au-delà de la seule communauté des militants encartés. C'est ainsi qu'il faut [comprendre](#) la volte-face récente de François Fillon à l'égard du [Front national](#), les sympathisants de l'UMP étant à 49 % favorables à des alliances locales avec le parti de [Marine Le Pen](#).

La primaire de l'UMP a donc déjà commencé, mais ira-t-elle à son terme ? De nombreuses incertitudes pèsent sur le processus à [venir](#). Le ralliement aux primaires s'est fait sans enthousiasme et sans réel débat. Le poste de président du parti n'a pas perdu toute légitimité, d'autant plus si l'UMP remporte les prochaines élections intermédiaires. La primaire socialiste de 2011 a montré que les ressources partisans des candidats n'étaient pas négligeables (tout dépend en fait du niveau de participation à la primaire).

Le prochain candidat de l'UMP sera-t-il désigné nécessairement par un corps électoral élargi aux sympathisants ? Rien n'est moins sûr. Ainsi les partisans de Nicolas Sarkozy, hostiles aux primaires, misent sur une sélection par les sondages ou une primaire de ratification sans réelle concurrence (comme Dominique Strauss-Kahn en son temps).

## TRANCHER DES QUERELLES INTERNES

Au niveau municipal, la diffusion des primaires ne procède pas des mêmes logiques. Limitée, non systématique, strictement encadrée par les partis, elle ménage les intérêts des élus en place. Les deux partis dominants ont organisé des primaires ouvertes là où ils n'ont pas de sortants et dans les villes où la victoire est envisageable (Colombes dans les Hauts-de-Seine, Lyon, Paris et Grenoble pour l'UMP, Aix-en-Provence, Béziers, Boulogne-Billancourt, La Rochelle, Le Havre, Marseille pour le PS). Ces primaires de conquête ou de reconquête poursuivent des objectifs variables ici et là. Le plus souvent, il s'agit de [trancher](#) des querelles internes ou de [constituer](#) une pré-dynamique électorale autour d'un candidat en lui permettant de [gagner](#) en notoriété (les objectifs de mobilisation oscillent entre 3 % et 5 % du corps électoral).

A Paris, la primaire organisée par l'UMP en mai dernier où une pré-inscription était requise avait pour fonction, après la défection de Rachida Dati, de légitimer localement Nathalie Kosciusko-Morizet, parachutée à Paris (la maire de Longjumeau a aidé ses rivaux à se [faire](#) parrainer). Il s'agissait aussi de [donner](#) à la candidate une caution populaire et d'[enfermer](#) son adversaire socialiste, Anne Hidalgo, dans une image de femme d'appareil cooptée. Mais sans réel enjeu, la primaire parisienne n'a pas vraiment mobilisé (20 000 votants contre 50 000 attendus). La primaire lyonnaise a été plus disputée et mobilisatrice. A Marseille, que le PS peut [prendre](#) à l'UMP,

l'objectif est de réinitialiser un jeu politique local encore marqué par le système clientéliste de Jean-Noël Guérini (*voir encadré*).

A en [croire](#) leurs partisans au PS, les primaires citoyennes de 2011 devaient être la première étape d'une rénovation en profondeur de l'organisation socialiste. Arnaud Montebourg annonçait la généralisation des primaires à l'ensemble des scrutins. D'autres prévoient un afflux de militants dans un parti redevenu attractif. Or le processus de rénovation entamé par Martine Aubry s'est enlisé. Pour la première fois depuis 1981, la victoire présidentielle de 2012 ne s'est manifestée par aucun élargissement de la base militante. Parti au [pouvoir](#), le PS est aussi et surtout un parti d'élus locaux attachés à leurs mandats.

Les quelques primaires mises en place ne remettent pas en cause le principe, toujours intangible, de la reconduction des sortants et de la sélection dans l'entre-soi. La direction nationale a décidé d'[organiser](#) des primaires locales seulement là où un consensus se dégagait en leur faveur. Les primaires seront donc fermées dans la quasi-totalité des villes, les élus contrôlant fortement les électors militants. La démocratisation par les primaires est encore largement un vœu pieux.